
Les élections européennes du printemps 2019 en Alsace

Richard Kleinschmager



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4212>

DOI : 10.4000/alsace.4212

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2019

Pagination : 289-310

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Richard Kleinschmager, « Les élections européennes du printemps 2019 en Alsace », *Revue d'Alsace* [En ligne], 145 | 2019, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4212> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4212>

Les élections européennes du printemps 2019 en Alsace

289

Richard Kleinschmager

Ces deux dernières décennies, les élections européennes ont souvent pris l'allure d'élections intermédiaires, de moindre intérêt que les scrutins nationaux. Celles de 2019 au contraire ont consacré un surprenant regain d'intérêt pour l'élection des membres du Parlement européen. La progression de la participation le dimanche 26 mai 2019, en est la preuve manifeste. En Alsace, elle a gagné près de 10 points de pourcentage par rapport à 2014 et 8,7 points au niveau national. Ce regain d'intérêt prend racine dans un contexte social, économique, politique, écologique et géopolitique marqué de nombreuses tensions voire d'inquiétudes. Il exprime aussi un intérêt renouvelé et soutenu pour l'Europe devenue un enjeu majeur. Partout dans l'Union, les opinions publiques se sont clivées et les affrontements sont devenus virulents. La perspective de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union, le fameux Brexit, a aiguisé les espoirs des uns et les inquiétudes des autres.

Le contexte : un monde en crises multiples

Jamais depuis les premières élections européennes de 1979, la démocratie représentative, telle qu'elle s'est forgée après la Seconde Guerre mondiale dans le monde, n'a paru aussi remise en cause et menacée. L'ouvrage de Yascha Munk, *Le peuple contre la démocratie*¹, illustre

1. Yascha MOUNK, *Le peuple contre la démocratie*, Paris, L'Observatoire, 2018.

et détaille cette nouvelle inquiétude. De Washington à Moscou en passant par Londres, Rome, Budapest et Varsovie, la promesse de restituer le pouvoir au peuple fait flores. Les anciennes élites sont partout appelées à céder la place, dans ce que Werner Muller qualifie de « moment populiste pour l'Europe ² ».

L'affrontement entre des partisans d'une démocratie incarnée par un homme fort, Viktor Orban en Hongrie ou Matteo Salvini en Italie, et les partisans d'une démocratie représentative et parlementaire, s'est avivé au point de polariser dans nombre de pays le paysage politique entre deux forces : les libéraux et progressistes d'une part, les populistes autoritaires d'autre part. L'affrontement en France de La République en marche (LREM), mouvement fondé par Emmanuel Macron, et du Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen, en fournit une image explicite depuis le second tour de la présidentielle de 2017. Le champ idéologique et les discours sont habités par cette bipolarisation. La réalité des résultats électoraux tempère celle-ci. D'anciennes forces politiques subsistent souvent émiettées et affaiblies. Une troisième force écologiste s'affirme.

L'élection européenne de 2019 a surtout mis au jour l'émiettement des grands vieux partis traditionnels, à gauche, le Parti socialiste (PS), à droite, Les Républicains (LR) auparavant dénommés UMP, qui ont à tour de rôle dominé la vie politique depuis la création de la V^e République. En Alsace, la somme de leurs électeurs est passée de 186 973 en 2014 à 87 589 en 2019, soit une baisse de 53 %. La seule UMP conduite par Nadine Morano en 2014 captait 126 089 électeurs dans la région. François-Xavier Bellamy ne totalise plus que 57 309 électeurs cinq ans plus tard alors même que l'Alsace a toujours fait figure de bastion de la droite. Cette élection européenne de 2019 consacre avant tout l'installation d'une force politique nouvelle, La République en marche, parti du président Macron. Cette élection européenne de 2019 confirme la singularité marquante de son électorat composé d'anciens électeurs de droite et de gauche.

Les élections européennes de 2019 ont été précédées dans toute la France par un mouvement social d'une nature singulière et d'une forte intensité, le mouvement des Gilets jaunes. Entamé à l'automne pour protester contre l'augmentation de la taxe intérieure de consommation

2. Werner MULLER, *Qu'est-ce que le populisme ?* Paris, Gallimard, Folio, 2017.

sur les produits énergétiques (TICPE), le mouvement s'est incarné en actes successifs tous les samedis à compter du 17 novembre 2018. Il est d'emblée présent en Alsace. Exprimant une certaine inquiétude des territoires délaissés face au développement de Paris et des métropoles, il avait été précédé dans la région des protestations contre la disparition de l'entité régionale Alsace dans le Grand Est. Avec ses deux logiques géographiques, l'occupation de ronds-points stratégiques dans les zones rurales et semi-rurales et des défilés urbains imprévisibles, opérés sans autorisation administrative, le mouvement des Gilets jaunes a installé un type inédit de mouvement social, protéiforme, détaché des organisations syndicales et politiques, dépourvu de programme précis. Avec plus de dix morts et plusieurs milliers de blessés, des destructions de biens considérables dans les centres-villes, il a réintroduit une violence sans précédent en France depuis 1968. La présence d'organisations anarchistes violentes dans les manifestations urbaines a démultiplié les tensions et la violence. Organisé sur les réseaux sociaux, amplifié par la caisse de résonance des chaînes de télévision en continu, le mouvement a longtemps eu l'appui de l'opinion publique jusqu'à une forme d'exaspération face à la violence, face à l'incapacité à faire émerger des lignes directrices et des leaders qui auraient pu en faire un véritable mouvement politique. Le mouvement a soutenu une forte demande de redistribution des richesses en faveur des classes moyennes à faible revenu ainsi que, sur le plan politique, une rénovation démocratique par la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (RIC). La forte présence des militants et des idées du Rassemblement national en son sein lui a conféré à certains moments, l'allure d'un troisième tour dans la rue, de la présidentielle de 2017. La police a tenu son rôle de maintien de l'ordre avec fermeté face à ce qui, à certains moments, apparaissait comme les prémises d'une guerre civile. La réponse politique du président de la République, élu tout juste un an et demi auparavant, s'est opérée en deux temps. Le premier, en décembre 2018, a été l'abandon de la taxe carbone et une série de mesures en faveur du pouvoir d'achat, des retraités notamment, mesures qui ont été chiffrées à près de 10 milliards d'euros selon le ministre du Budget Gérard Darmanin. Le deuxième temps, à partir de fin janvier 2019, a été la mise en place d'un grand débat national inédit démultiplié à fine échelle géographique par les élus et les soutiens de la majorité présidentielle et parfois animé par le président en personne. Les manifestations du samedi n'ont jamais cessé mais ont diminué d'intensité jusqu'à l'élection européenne sans que jamais la violence disparaisse. Par

ailleurs, l'attentat terroriste islamiste du 11 décembre 2018 à Strasbourg avec cinq morts et onze blessés a marqué d'insécurité la ville et son célèbre marché de Noël.

Une autre crise s'est avivée à l'arrière-plan de l'élection : la crise écologique. La prise de conscience des menaces écologiques à l'échelle planétaire, s'est renforcée. Le réchauffement climatique est l'une des menaces les plus spectaculaires. Il devient concrètement perceptible pour beaucoup de populations. Selon Yves Hauss³, météorologue à Météo France, 2018 a été l'année la plus chaude depuis que l'on procède à des mesures. En juin 2018, la « température du climat » en Alsace a atteint celle de Lyon au milieu du XX^e siècle. Les pics d'ozone conduisent régulièrement depuis 2018 à des restrictions de circulation des véhicules polluants à Strasbourg. La question écologique a pris une acuité politique nouvelle. La démission le 28 août 2018 du ministre de la Transition écologique et solidaire, l'iconique Nicolas Hulot en a été un moment spectaculaire. Assurant ne plus vouloir se mentir, il a entendu protester contre la puissance des lobbys et l'insuffisance de la politique écologique du gouvernement d'Édouard Philippe. La longue histoire des luttes écologiques souvent menées de conserve avec les mouvances écologistes du Pays de Bade voisin, a suscité une présence de l'écologie politique constamment supérieure à la moyenne nationale en Alsace. La manifestation de près de 5 000 jeunes le 25 mars 2019 à Strasbourg en a été une des expressions marquantes.

En toile de fond de l'élection européenne, des inquiétudes se sont fait jour au plan international. Le oui britannique au référendum sur la sortie de l'Union européenne fragilise la dynamique politique et économique de celle-ci. Les tensions générées à l'échelle internationale par les politiques protectionnistes et le style du président américain Donald Trump font craindre des conflits ouverts au-delà des guerres commerciales amorcées avec l'Union européenne et la Chine. À cela s'est ajouté une certaine détérioration de la qualité de la relation franco-allemande, faute d'entente au sommet des deux États. Parallèlement, à l'échelle du Rhin supérieur, la fluidité des échanges commerciaux et de travail, n'a jamais connu une telle intensité, sans que la disparité économique en faveur de la rive allemande ne soit atténuée.

3. Hervé DE CHALENDAR, « Le réchauffement climatique est déjà une réalité », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 29 juin 2019, p. 13.

La campagne électorale européenne a été tardive sans événements saillants, si ce n'est les rituels débats sur les différentes chaînes de télévision relayés par ceux de la sphère internet. Qu'il y ait eu pas moins de 33 listes de candidats n'a pas contribué à la clarté de la campagne. La presse s'est efforcée de contourner ce nombre en focalisant son attention sur les sept grandes sensibilités en piste : le Rassemblement national avec à sa tête, Jordan Bardella, militant politique, conseiller régional Île-de-France, 23 ans, La République en marche - Modem avec Nathalie Loiseau, diplomate, ancienne ministre des Affaires européennes, 55 ans, Europe Écologie-Les Verts avec Yannick Jadot, militant associatif, député européen sortant, 52 ans, Les Républicains avec François-Xavier Bellamy, professeur de philosophie, adjoint au maire de Versailles, 34 ans, le PS - Place publique - Nouvelle donne avec Raphaël Glucksmann, essayiste, 40 ans, La France insoumise avec Manon Aubry, militante associative, 30 ans. La relativement faible notoriété des têtes de liste, le grand nombre de listes candidates, la disparition de l'échelle régionale au bénéfice d'une unique circonscription nationale n'ont pas contribué à la lisibilité d'une élection que les électeurs n'ont pourtant pas boudée.

Le paradoxe du vote alsacien : la normalisation après le sursaut identitaire

Le vin blanc, les cigognes et le kougelhoppf font office de marqueurs de l'Alsace dont les affidés du développement touristique se plaisent à user, voire abuser. Sur le plan politique, les analystes ont longtemps considéré que la région était de droite sans nuances, un bastion de cette sensibilité. C'était vrai du temps où centristes et gaullistes se livraient des batailles sans merci pour le contrôle politique de la région. Le contexte politique, les bases sociologiques des diverses formations, les rapports ville-campagne ont évolué et mettent en cause la permanence et les spécificités des comportements électoraux, même si le pas de temps politique est fait de durées longues dont chaque élection peut marquer une inflexion plus ou moins forte. La présidentielle de 2017 a d'une certaine façon été un tremblement de terre.

À trente ans de distance, aux élections européennes de 1989, le vote alsacien était plus spécifique pour chaque sensibilité et plus marqué à droite que le vote de l'ensemble du pays. Aux européennes de 1989, les listes Giscard d'Estaing et Simone Veil ensemble totalisaient 38,2 %

des suffrages en France entière contre 40,7 % en Alsace soit un écart de 2,5 points de pourcentage. À ces mêmes élections le Front national obtenait 13,6 % des suffrages en Alsace soit 1,9 point de plus qu'au niveau national. Quant au PS, il était inférieur de 3,2 points de pourcentage dans la région. En 1989, les écologistes menés par l'Alsacien Antoine Waechter, avaient fait un coup d'éclat. Crédités de 10,6 % des suffrages au niveau national, ils culminaient à 18 % dans la région. Aux européennes de 2019, les résultats alsaciens sont dans une rare proximité avec les résultats nationaux de la plupart des partis. Ils ne dépassent un point de pourcentage que pour La France insoumise (- 2,3 points d'écart) et la liste PS et alliés (- 1,7 point). Pour le Rassemblement national et la République en marche, l'écart se réduit à - 0,5 %. Il est supérieur en Alsace, pour Europe Écologie - Les Verts de 0,6 point et pour Les Républicains de 0,2 %. Ce dernier écart entre le résultat national et le score régional de la droite modérée est l'un des moins marqués de toutes les élections. L'élection européenne de 2019 a aussi ceci de singulier que c'est une des rares élections où le score du FN devenu RN est inférieur en Alsace à son résultat national (22,8 % contre 23,3 %).

Ces évolutions finement analysées par Franck Buchy⁴ dans un article post-électoral posent la question d'une « normalisation » du vote alsacien. Nul doute qu'en mettant à mal le clivage gauche-droite qui a structuré la V^e République jusqu'en 2017, un président venu du centre gauche, proche du PS et un Premier ministre venu du centre droit, membre des LR, ont créé une nouvelle dynamique politique en s'associant. Cette association a créé une alliance jusqu'à ce jour inconcevable par dessus les tranchées de l'affrontement politique gauche-droite. Localement à Strasbourg, Fabienne Keller, ancienne maire UMP de Strasbourg et Alain Fontanel, adjoint au maire Roland Ries, initialement socialiste, se sont retrouvés à défendre la même liste La République en marche pilotée par Nathalie Loiseau.

La normalisation politique évoquée par Franck Buchy pourrait n'être qu'un aspect d'une normalisation globale de la société régionale que nous avons évoquée dans la préface à l'ouvrage de Bernard Reumaux

4. Franck BUCHY, « Le vote alsacien est-il en voie de normalisation ? », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 9 juin 2019, p. 15.

« Où va l'Alsace⁵ ? ». Le clivage ville-campagne longtemps marquant a profondément changé de nature et d'importance dès lors que les paysans ne représentent plus que 2 % des actifs.

La famille, la religion, les pratiques professionnelles et bien d'autres marqueurs de la vie des individus ont perdu de leurs spécificités régionales à l'heure d'internet et de la mondialisation. Les récents mouvements pour réaffirmer l'ancrage territorial en Alsace sont pour une bonne part réactifs à ces évolutions. Ils ont été puissamment renforcés par l'incompréhensible décision de supprimer d'un trait de plume, sans concertation préalable, la Région Alsace. Depuis les manifestations régionalistes et autonomistes d'après le vote de la loi NOTRe en 2015, trois élections ont coulé sous les ponts qui ont atténué la visibilité de cette cause parfois défendue avec certains accents passéistes. Cette question régionale alsacienne a vu son intensité s'altérer à chaque élection. Dans le mouvement des Gilets jaunes, elle n'était plus évoquée qu'à la marge. La droite alsacienne via les deux présidents de départements s'est employée, non sans réussite et avec l'appui du gouvernement, à mettre en place un substitut de l'ancienne Région Alsace, à travers la Collectivité européenne d'Alsace.

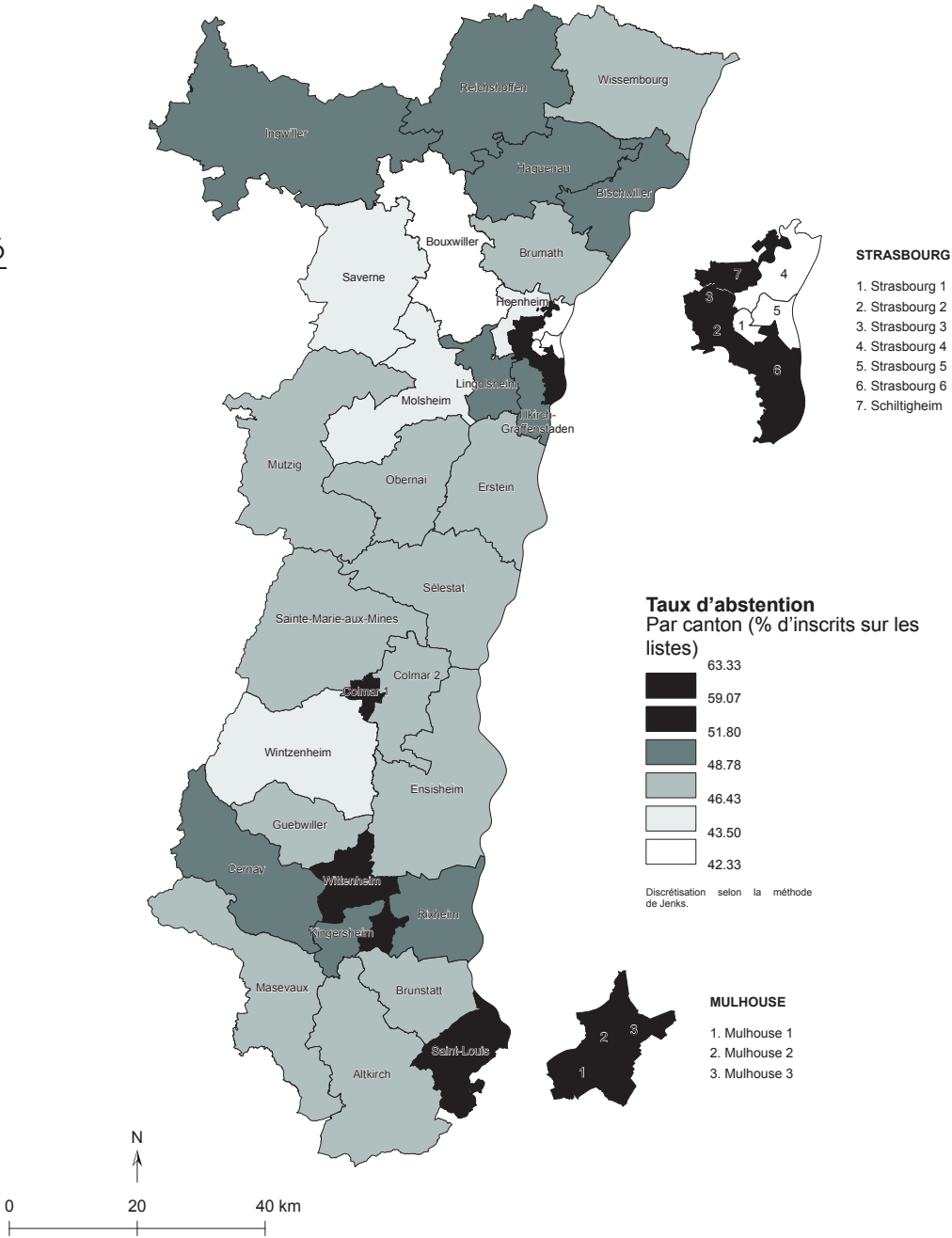
Les forces en présence : polarisation et déclins

L'élection présidentielle de 2017 a amorcé une recomposition profonde que d'aucuns pensaient éphémère. Une force politique agglomérant des électeurs de droite, de gauche et du centre s'est constituée autour du jeune président Macron élu en 2017, une nouvelle force centrale dans le paysage politique français. Deux ans après cette irruption du macronisme au pouvoir, les élections européennes comme les élections américaines de mi-mandat ont fourni l'occasion de vérifier la solidité de cette pousse nouvelle dans le terreau politique de la V^e République. Aux européennes de 2009, Nicolas Sarkozy avait perdu 3,3 points de pourcentage par rapport au premier tour de la présidentielle de 2007, et François Hollande bien davantage avec une perte de 14,6 points. En 2019, Macron n'a perdu que 1,6 point de pourcentage.

5. Bernard REUMAUX, *Où va l'Alsace?*, préface de Richard KLEINSCHMAGER, Strasbourg, La Nuée bleue, 2018.

Élections européennes 2019 en Alsace
Abstention

296



Source : www.data.gouv.fr
Cartographie : C. Welter, B. Furst, Atelier de cartographie du CRESAT, UHA, 2019.

Des européennes de 2014 à celles de 2019, l'UMP devenue Les Républicains a perdu 68 759 voix en Alsace et le PS devenu PS - Place publique a perdu 31 324 voix, un peu moins si on y ajoute les 13 490 voix de Benoît Hamon. Si on associe à ces pertes, une fraction des 55 045 voix de l'UDI-Modem, on se rapproche du total des 144 188 voix obtenues par LREM en 2019. La nouvelle force centrale s'est bien constituée, en Alsace comme ailleurs, d'électeurs de gauche, de droite et du centre à tel point que dans le Bas-Rhin, LREM est devenue la première force politique en 2019.

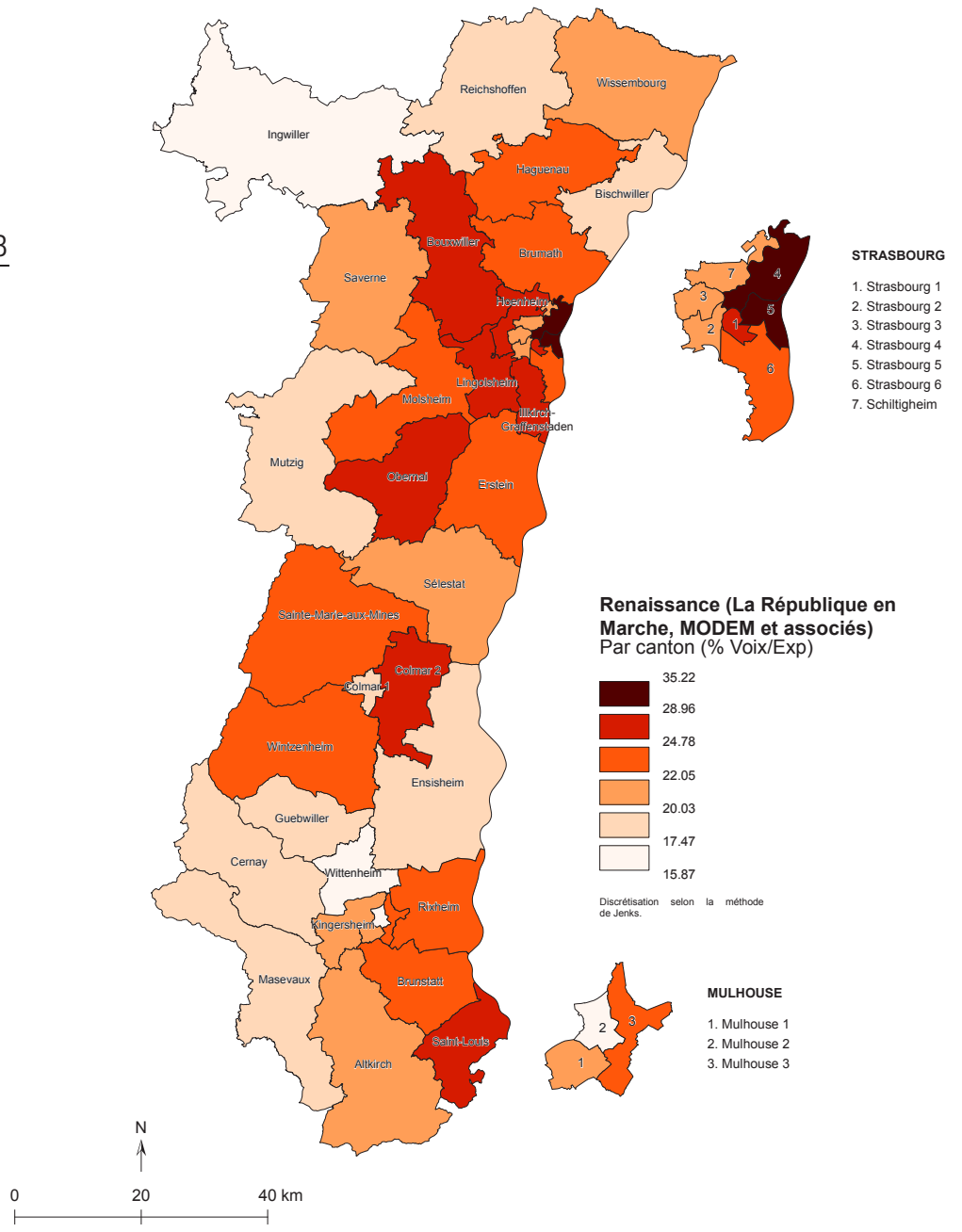
Les cartes élaborées par Benjamin Furst au sein du CRESAT de l'université de Haute-Alsace permettent de détailler et nuancer l'implantation géographique en Alsace des formations politiques importantes ainsi que de prendre la mesure de l'abstentionnisme.

Un recul marqué de l'abstention

L'abstention habite la vie politique alsacienne depuis la fin de la guerre. Ceci tient du paradoxe s'agissant des élections européennes. L'implantation à Strasbourg de deux institutions européennes parlementaires majeures, le Conseil de l'Europe et le Parlement européen, semble n'avoir jamais suscité de surcroît d'intérêt pour les élections européennes. Dès la première d'entre elles en 1979, l'Alsace a enregistré 43 % d'abstention contre 39 % en moyenne nationale, en 1984, 49 % contre 43 %, en 1989, 52 % contre 51,2 %, en 1999, 57,3 % contre 53,2 %. L'élection européenne de 2019 est à contre courant des tendances de longue durée : l'abstention s'est révélée légèrement moins forte en Alsace qu'au niveau national à 49,4 % contre 49,9 % au niveau de la France entière, la moyenne de l'abstention dans l'Union étant à 49,1 %. Cette baisse assez massive de l'abstention repérable dans toute l'Union, manifeste sans conteste une attention majorée pour les enjeux européens que le Brexit a probablement suscitée en faisant miroiter la possibilité d'une désintégration de la construction européenne.

La distribution de l'abstention sur le territoire régional révélée par la carte cantonale reprend les traits relevés à d'autres élections. L'abstention est structurée de manière relativement constante d'un point de vue géographique et socio-culturel. Elle est particulièrement marquée sur Mulhouse et Strasbourg et dans une moindre mesure sur Colmar. Elle dépasse les 59 % sur les trois cantons mulhousiens et sur trois des six cantons strasbourgeois ainsi que sur celui de Schiltigheim. Dans le cas

Élections européennes 2019 en Alsace
Suffrages des principales listes



Source : www.data.gouv.fr
Cartographie : C. Welter, B. Furst, Atelier de cartographie du CRESAT, UHA, 2019.

strasbourgeois, l'opposition est marquée entre les cantons de la bande ouest de la ville, plus populaires, tous à plus de 59 % d'abstention et les cantons centraux nettement plus bourgeois. L'abstention y descend en dessous de 43 %. Au nord, la bande horizontale de cantons de Bischwiller à Ingwiller comme, au sud, l'alignement des cantons de Rixheim, Kingersheim, Wittenheim et Cernay, tous dotés d'une abstention supérieure à 51,8 %, sont des cantons où la part des milieux populaires et ouvriers est marquée. Ce sont aussi ceux où le Rassemblement national réalise ses meilleurs scores, supérieurs à 30 %. Le canton de Saint-Louis comme celui de Haguenau échappent à la corrélation. On y a faiblement voté pour le RN mais on s'est fortement abstenu. Dans une carte publiée sur l'abstention électorale au premier tour de la présidentielle de 1981⁶, le canton de Saint-Louis figurait déjà parmi les plus abstentionnistes.

La force du vote macronien, au nord de la région surtout

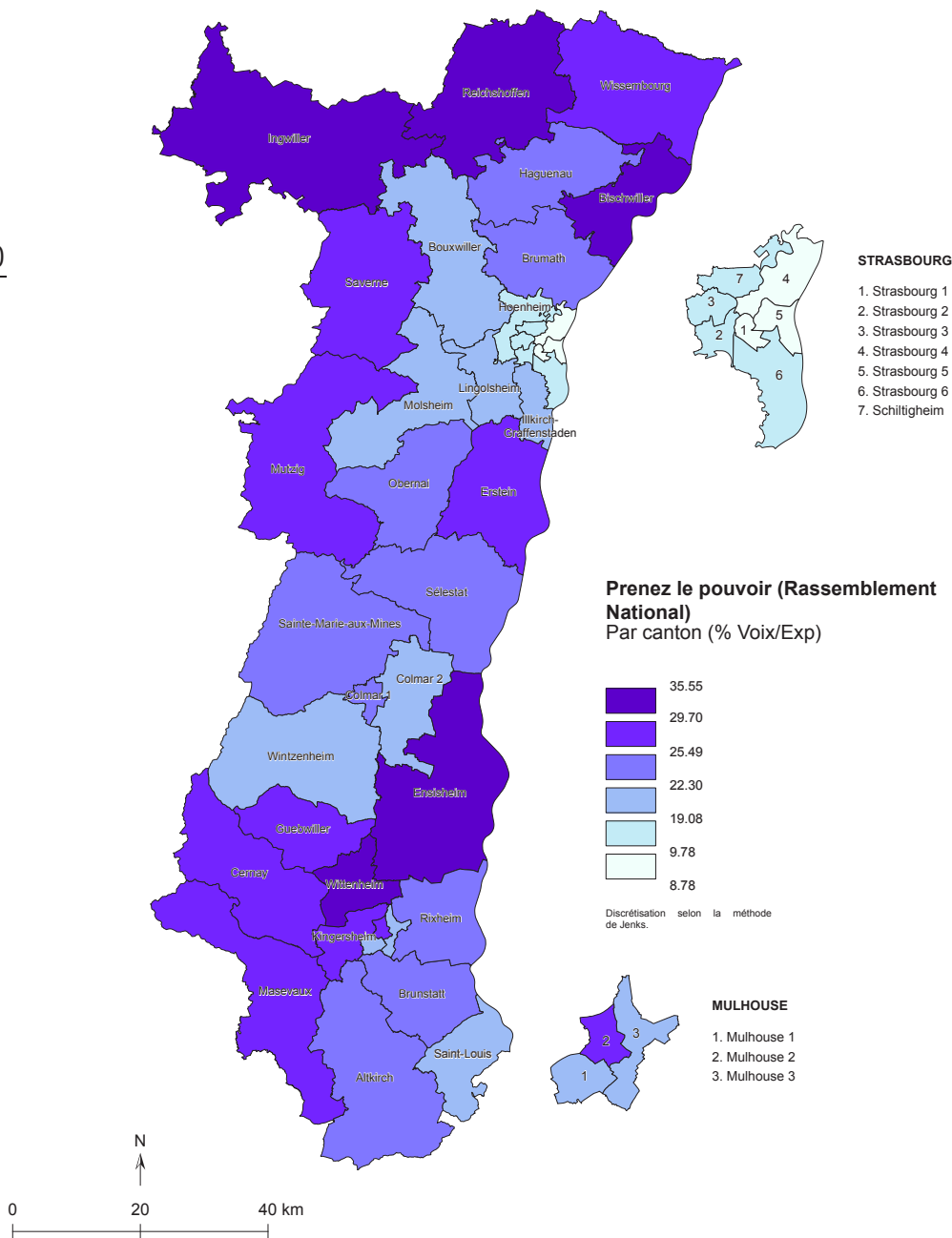
La liste Renaissance menée par Nathalie Loiseau est arrivée en deuxième position en Alsace à 5 784 voix du Rassemblement national soit un écart de 0,9 point de pourcentage. Le Bas-Rhin est le seul département du Grand Est où elle est en tête. Elle y dépasse de 1,2 point le Rassemblement national. La carte dévoile une grande zone d'influence majorée, autour du pivot strasbourgeois. De Haguenau à Obernai, elle recoupe la grande zone métropolitaine de la capitale régionale. Une polarisation du même type mais à moindre échelle, apparaît autour de Colmar associant les cantons de Sainte-Marie-aux-Mines et Wintzenheim à celui de Colmar. Une troisième zone d'influence se déploie du canton frontalier de Saint-Louis à Rixheim. Seuls le canton 2 de Mulhouse et celui de Wittenheim sont marqués d'un résultat faible, à moins de 17 % des suffrages. Cette géographie du vote macronien est composite. Elle recoupe tout à la fois le vote socialisant sur Strasbourg mais aussi la diffusion du vote centriste autour de la métropole. La zone frontalière du sud évoque plutôt une zone longtemps très gaullienne avec des têtes de proue sur Altkirch et le Sundgau, et Saint-Louis. En 2007, Nicolas Sarkozy y réalisait des scores supérieurs à 38 % des suffrages.

Si les trois villes principales de la région et leurs espaces suburbains proches capitalisent le vote macronien, le fait est qu'à l'occasion de ce vote, les villes moyennes ont relayé le vote macronien des trois villes

6. Richard KLEINSCHMAGER, *Géopolitique de l'Alsace*, Strasbourg, BF éditions, 1987, p. 117.

Élections européennes 2019 en Alsace
Suffrages des principales listes

300



centres qu'il s'agisse de Saverne (26,7% des suffrages pour la liste Renaissance), de Molsheim (24,4%), d'Obernai (28,8%), d'Erstein (27,5%), Haguenau (23,8%) et Brumath (23,5%) dans le Bas-Rhin, ou de Brunstatt (25,3%), Altkirch (25,4%) et Rixheim (24,5%) dans le Haut-Rhin.

L'inflexion bas-rhinoise du vote évoque bien entendu l'ancienne influence du centrisme à ceci près que cette dernière était nettement plus marquée dans les zones rurales que celle du macronisme et qu'elle débordait sur des zones plus périphériques. Nul doute que la présence de l'ancienne maire de Strasbourg, Fabienne Keller, ancienne membre de l'UDF, puis de l'UMP et des Républicains, membre d'Agir, proche d'Alain Juppé, sénatrice du Bas-Rhin, n'ait contribué par son acceptation de figurer sur la liste Renaissance de Nathalie Loiseau en position éligible, à élargir l'électorat macronien à droite et à majorer les résultats de LREM à Strasbourg (19 077 voix soit 27,7% des suffrages exprimés).

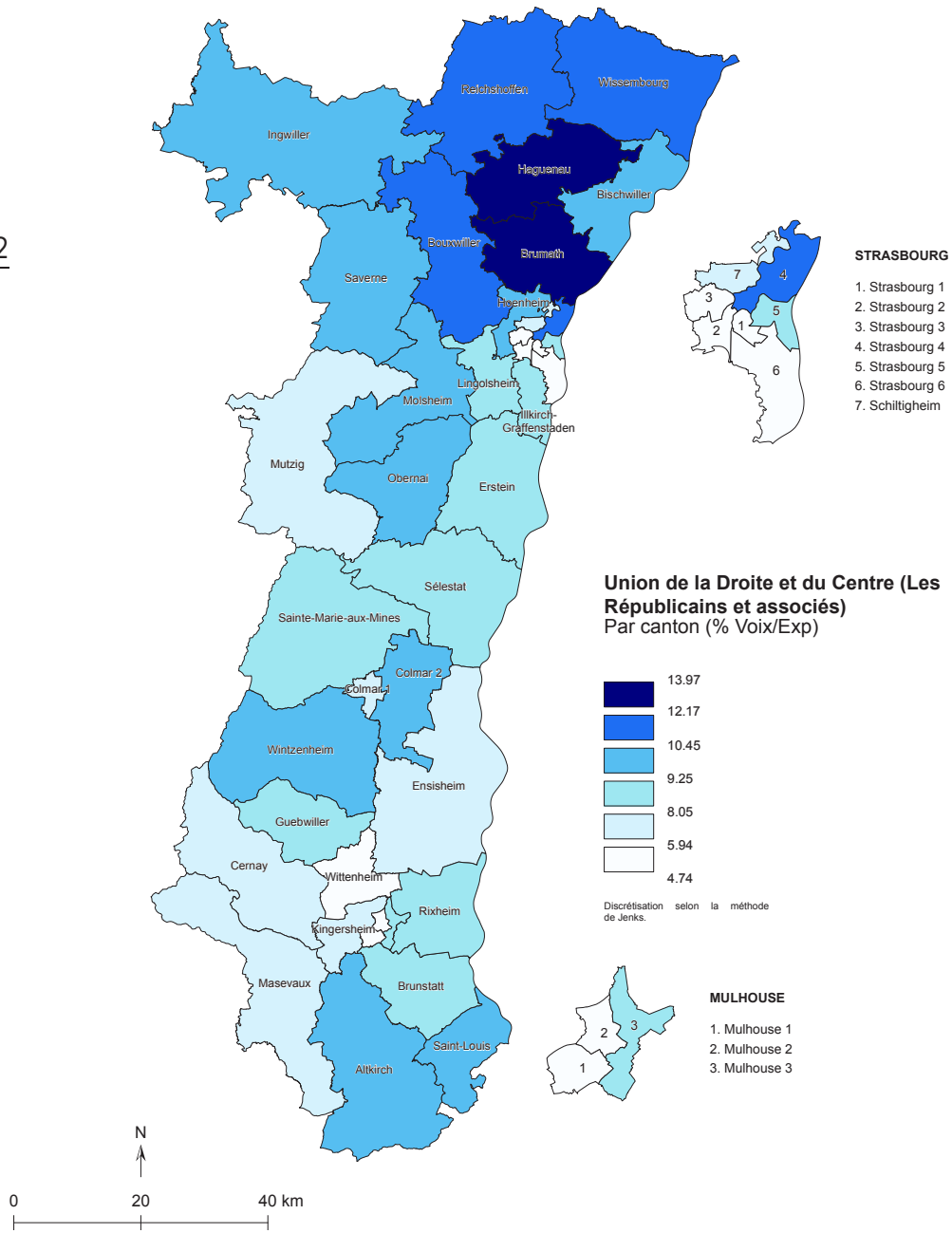
La majorité obtenue dans cinq cantons strasbourgeois sur six avec le meilleur score dans le canton 4 Robertsau - Kléber (35,2%) et le moins bon résultat dans le canton 2 Koenigshoffen - Montagne Verte - Elsau (21,6%) marque bien son apport à cette victoire à Strasbourg.

La dominance maintenue du Rassemblement national, au sud surtout

En Alsace comme au niveau national, la liste « Prenez le pouvoir » du Rassemblement national conduite par Jordan Bardella est arrivée en tête aux élections européennes de ce 26 mai 2019. L'écart entre le score national (23,5% des suffrages) et le score régional (23,9%) s'est réduit par rapport à 2014. Il était à 27,2% en Alsace pour 26% sur la France entière. Cette spécificité relativement constante de la supériorité des scores régionaux s'amenuise mais la réalité du nombre d'électeurs acquis poursuit une croissance sans faille. Des élections de 2014 à celles de 2019, le nombre total d'électeurs du RN est passé en Alsace de 141 099 à 149 972 soit une augmentation de 6,3%. Le RN a cédé la première place dans le Bas-Rhin à LREM qui le devance d'un point de pourcentage soit 4 658 électeurs de plus. Le Haut-Rhin est sans conteste sa terre d'élection. Il y précède LREM de 4,2 points de pourcentage avec 64 048 voix représentant plus du quart des électeurs haut-rhinois (25,8%).

Élections européennes 2019 en Alsace
Suffrages des principales listes

302



Source : www.data.gouv.fr
Cartographie : C. Welter, B. Furst, Atelier de cartographie du CRESAT, UHA, 2019.

La carte du vote Rassemblement national est comme un décalque inverse du vote LREM. Il est résolument périphérique et se différencie du vote métropolitain strasbourgeois de LREM dont il enserme les espaces d'influence. Il maintient ses influences dominantes en Alsace bossue et dans l'Outre-Forêt autour de Reichshoffen, canton à 31,6 % des suffrages, résultat proche de celui d'Ingwiller à 30,9 %. Le canton de Bischwiller avec 32 % des suffrages pointe en tête du vote en faveur du Rassemblement national.

Dans le sud haut-rhinois, les cantons de Wittelsheim (35,5 %) et Ensisheim (31,5 %) sont en pointe pour le vote Rassemblement national. Associés à ceux de Guebwiller (27,6 %), Cernay (28,4 %), Kingersheim (28,4 %), Mulhouse 2 (27 %) et Masevaux (29,7 %), ces cantons dessinent un axe transversal de l'extrême-droite qui structure avec constance l'espace politique haut-rhinois. Ils expriment l'une des natures de toujours de ce vote : sa dimension ouvrière et populaire qui s'exprime aussi dans les régions minières et industrielles du nord de la France par opposition au vote frontiste identitaire du sud.

La droite républicaine affaiblie partout

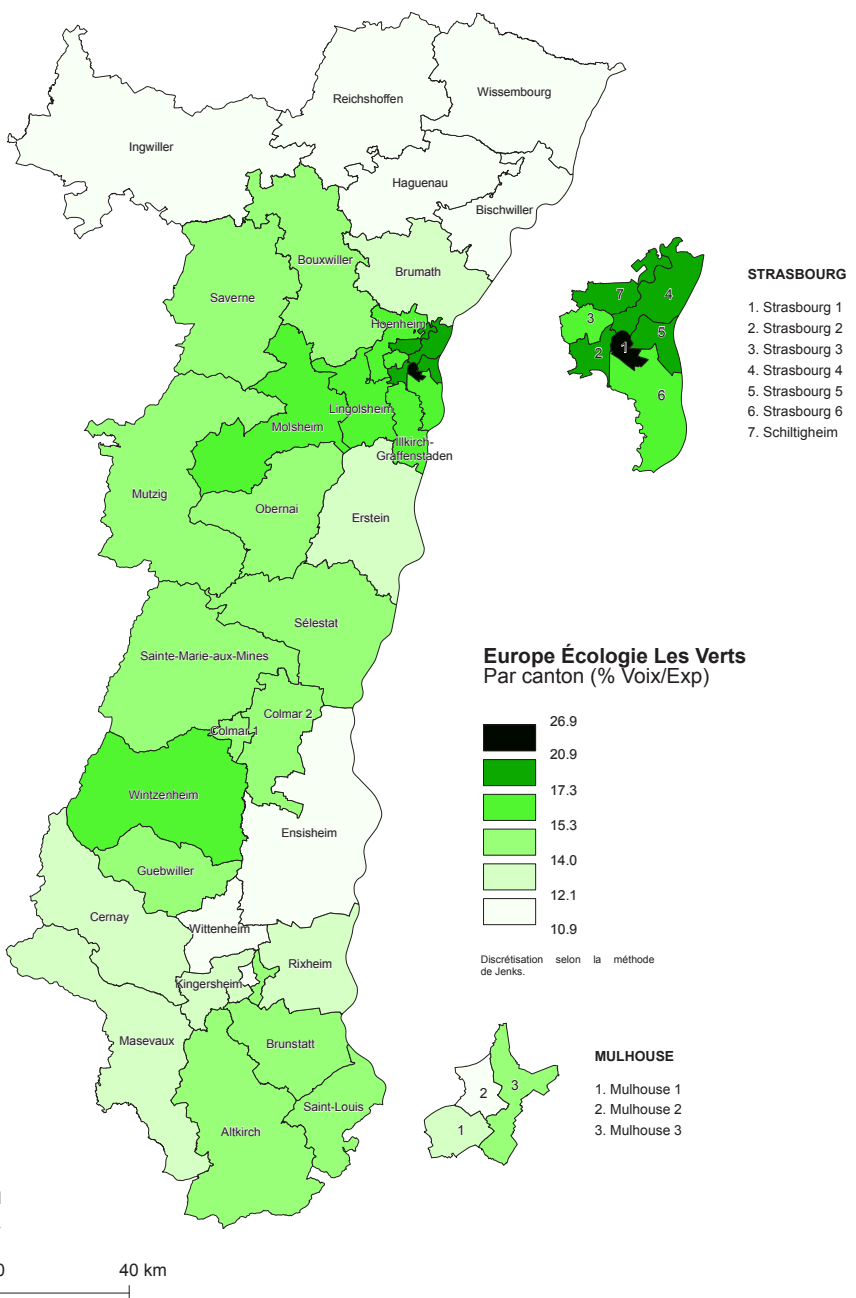
En 2014, l'UMP capitalisait 126 089 électeurs soit 24,3 % des suffrages exprimés en Alsace. Cinq ans après, 57 330 électeurs se sont prononcés en faveur de la liste des Républicains, soit 9,1 % des suffrages. Ces chiffres expriment l'intensité du séisme qui touche une droite républicaine qui a dominé la vie politique alsacienne depuis la Libération, à travers l'antagonisme du gaullisme et du centrisme puis de leur fusion.

La carte des suffrages par cantons fait ressortir un clivage marqué entre les deux tiers nord du Bas-Rhin et le reste du territoire régional. C'est dans le nord que se concentrent les meilleurs scores du candidat François-Xavier Bellamy, en particulier sur les cantons de Brumath et Haguenau. Cette concentration évoque celle du centrisme et par exemple de François Bayrou à la présidentielle de 2002⁷, où le Bas-Rhin, de Lauterbourg à Erstein, faisait figure de terre d'adhésion. À cette élection

7. Richard KLEINSCHMAGER, « Les élections du printemps 2002 en Alsace », *Revue d'Alsace*, n° 128, 2002, p. 379.

Élections européennes 2019 en Alsace
Suffrages des principales listes

304



Source : www.data.gouv.fr
Cartographie : C. Welter, B. Furst, Atelier de cartographie du CRESAT, UHA, 2019.

de 2019, quatre cantons seulement dépassent la moyenne régionale du vote Bellamy (9,1 %) dans le Haut-Rhin, à savoir Altkirch (9,7 %), Saint-Louis (10,4 %), Wintzenheim (9,9 %) et Colmar 2 (10,1 %).

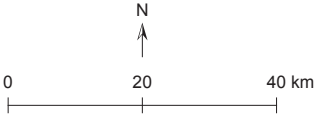
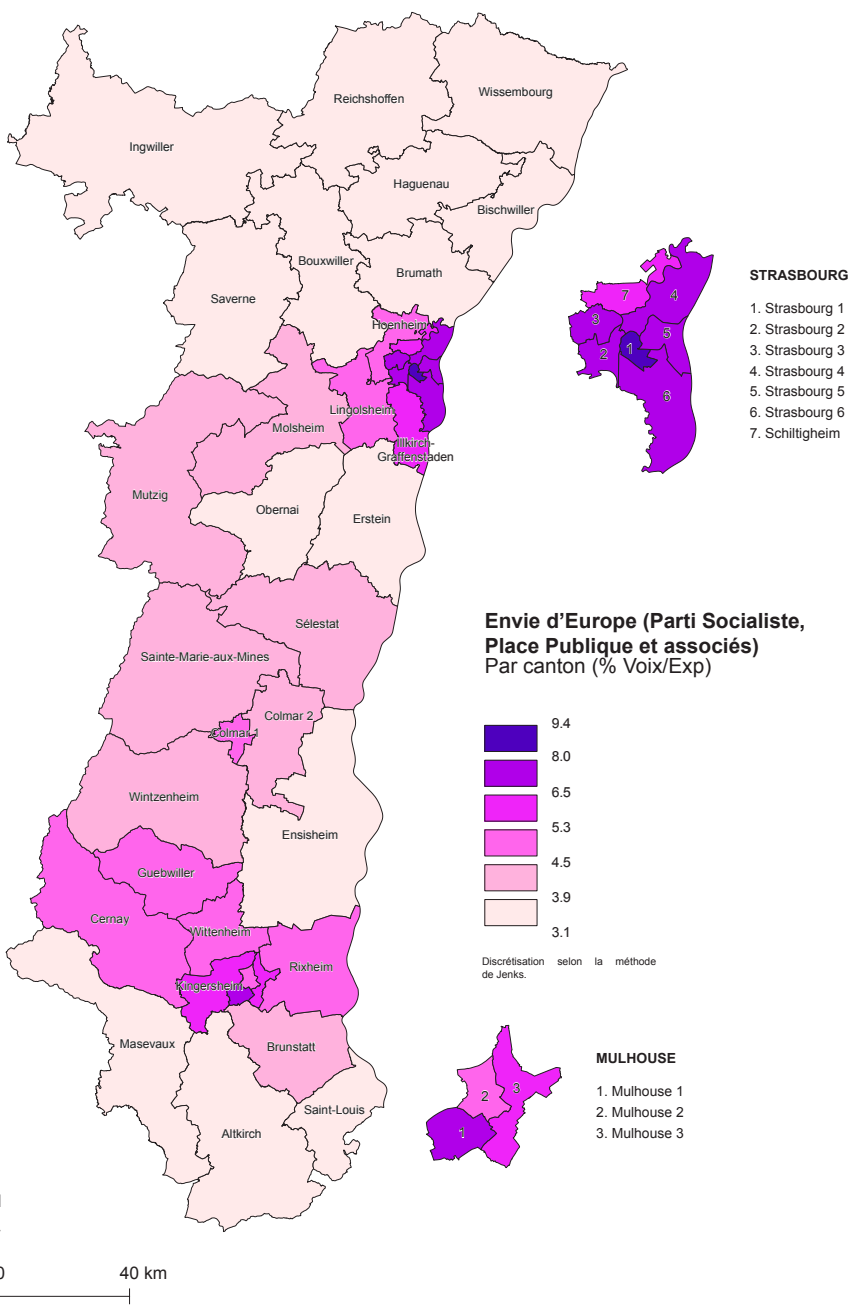
Sur Strasbourg, le canton 4 (Robertsau-Kléber) fait figure de fief (11,1 %) à l'inverse du RN qui y obtient un faible résultat (9,7 %) par rapport à celui du canton 6 (Meinau - Canardière - Neuhof) par exemple où le RN totalise 18,9 % des suffrages et LR, 5,8 %. Il n'est pas inintéressant d'observer que LREM obtient 35,2 % des suffrages dans le canton 4 et 24,4 % dans le canton 6.

Ces élections européennes de 2019 posent la question cruciale de la capacité de résistance d'une formation qui détient de nombreuses positions locales, y compris à la tête des deux départements, face à un effondrement politique national.

Les écologistes en progression marquée

L'Alsace a toujours fait figure de fief de l'écologie politique. Aux européennes de 2019, les électeurs alsaciens ont voté à 14,8 % pour les écologistes contre 13 % au niveau national. Si 43 714 électeurs (8,4 % des suffrages) ont voté pour EELV en 2014, ils ne sont pas moins de 92 948 à l'avoir fait en 2019, soit un gain de 112 % ! Nul doute que l'effondrement de la gauche socialiste fréquemment alliée aux Verts dans d'autres scrutins, n'ait alimenté ces gains impressionnants. Aux européennes de 2014, le PS totalisait 60 844 suffrages. Les listes qui peuvent se réclamer de son héritage, celle de Raphaël Glucksmann et celle de Benoît Hamon, ont totalisé en 2019, 43 050 voix. Une fraction importante des presque 18 000 voix perdues a sans nul doute alimenté le gain des écologistes, lesquels ont toutefois glané bien au delà pour atteindre le score obtenu. La kyrielle des problématiques environnementales régionales, de Fessenheim au Grand contournement ouest de Strasbourg, ne suffit pas à expliquer ces gains. Les résultats strasbourgeois sont des plus marquants. Si cinq cantons sur six dans la métropole sont allés majoritairement à LREM, dans le canton 1 Centre-ville - Krutenau - Musau, la liste Jadot (26,9 %) dépasse la liste Loiseau (25,7 %). Dans ce monde centre-urbain, haut lieu de la gentrification, quartier de vie et de résidence universitaire, la sensibilité générale à l'environnement est élevée, plus que les problèmes ponctuels ne sont aigus.

Élections européennes 2019 en Alsace
Suffrages des principales listes



Source : www.data.gouv.fr
Cartographie : C. Welter, B. Furst, Atelier de cartographie du CRESAT, UHA, 2019.

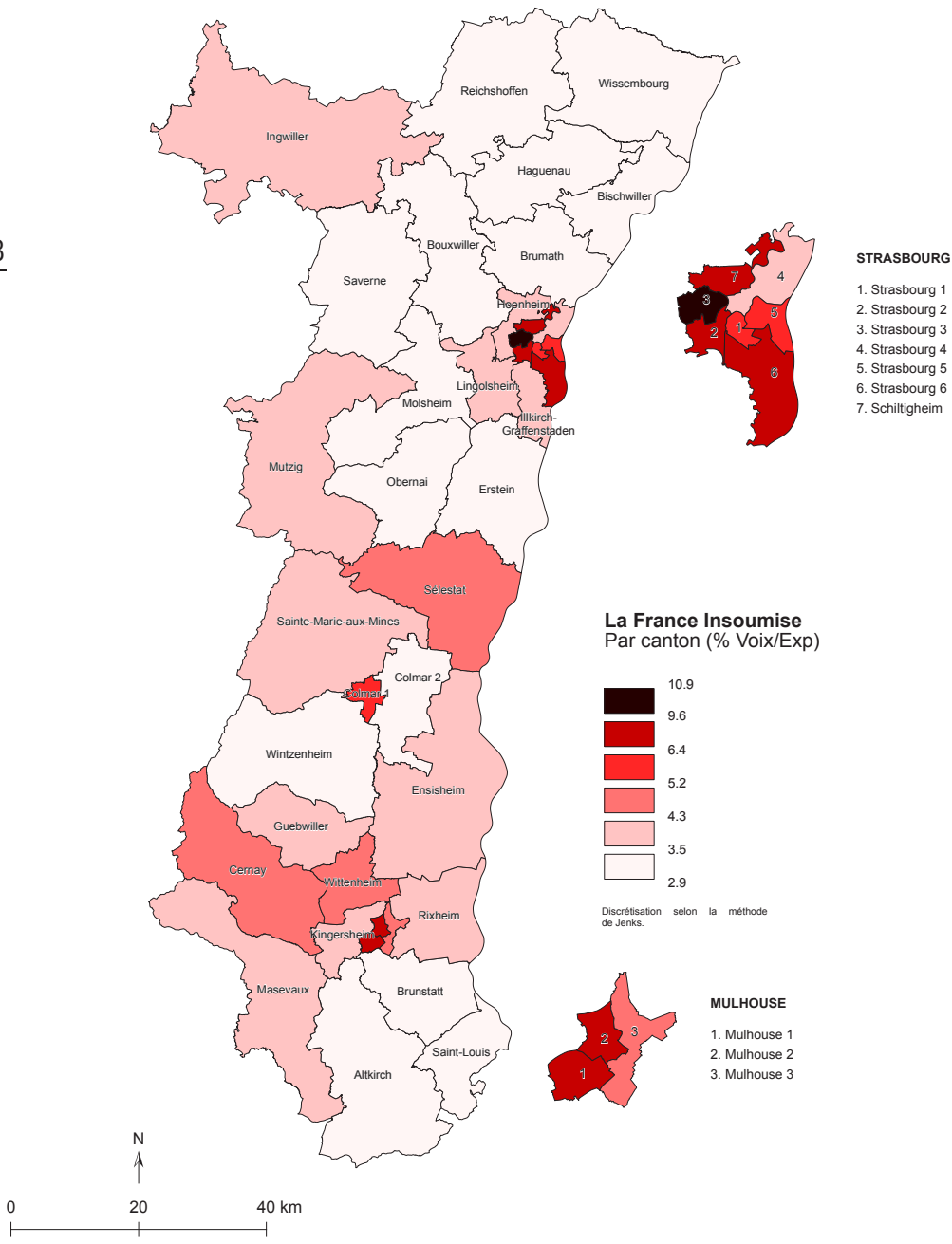
La carte des résultats d'EELV à ces élections européennes de 2019 recoupe la structuration habituelle du vote écologiste avec trois zones d'influence marquées. Dans le Bas-Rhin, autour du pivot strasbourgeois, ce vote fédère une zone péri-métropolitaine strasbourgeoise de Bouxwiller à Villé. L'influence dans l'Outre-Forêt, Wissembourg et la Petite-Pierre en particulier, s'est estompée par rapport à des scrutins antérieurs. La deuxième zone d'influence est organisée autour du canton de Wintzenheim associé à celui de Guebwiller au sud et Sainte-Marie-aux-Mines, au nord, ainsi que les deux cantons colmariens au centre. Le troisième espace d'influence est constitué des trois cantons frontaliers du sud recouvrant une bonne partie du Sundgau où l'écologie alsacienne fit ses premières armes avec Antoine Waechter et Solange Fernex.

Pour les écologistes, il reste à savoir s'ils sauront transformer ces gains électoraux à un scrutin de liste qui leur est souvent favorable, en vecteurs d'appropriation de positions locales fortes comme savent le faire leurs homologues de l'autre côté du Rhin, qui ont conquis le Land du Bade-Wurtemberg et des villes majeures comme Stuttgart et Fribourg-en-Brisgau.

Parti socialiste et Place publique, les héritiers démunis

Certes l'Alsace ne fut jamais une terre bénie du socialisme et la mémoire de l'îlot bleu dans la France d'après les régionales de 2004 et 2010 en était l'un des symboles. Toutefois, passer de 60 844 électeurs (11,7% des suffrages) aux élections européennes de 2014 à 29 650 suffrages soit une perte de 51 % marque une perte d'influence profonde. À Strasbourg, fief du PS, dont le maire est le socialiste Roland Ries depuis 2008, le total des électeurs du PS a chuté de 13 575 (23,3 % des suffrages) à 5 294 (7,7%). Cette chute dans le fief strasbourgeois est notamment due à des divisions successives de la majorité municipale, suite à l'irruption du macronisme dans la vie politique locale. L'adjoint Alain Fontanel ayant rejoint le chef de l'État, un ébranlement majeur et des déchirements internes s'en sont suivis. La carte du vote PS - Place publique est comme une version épurée de la carte d'implantation socialiste de toujours sur les deux pôles urbains strasbourgeois et mulhousien. À Strasbourg, le canton 1 Centre-ville - Krutenau Musau culmine avec 9,45 % des suffrages comme souvent tandis que le canton 6 Meinau - Canardière - Neuhof, très populaire, lui accorde le plus mauvais score (6,98 %). Dans le Haut-Rhin, le maire de Kingersheim, Jo Spiegel, co-président fondateur de Place

Élections européennes 2019 en Alsace
Suffrages des principales listes



Source : www.data.gouv.fr
Cartographie : C. Welter, B. Furst, Atelier de cartographie du CRESAT, UHA,

publique a sans nul doute permis au canton de Kingersheim de se placer au deuxième rang des cantons haut-rhinois avec 5,86% des suffrages, à peine moins que dans la commune centre du canton où il obtient 6,9% des suffrages. Dans ce canton de tradition ouvrière, le Rassemblement national a totalisé pas moins de 28,4% des suffrages ce même jour.

La France insoumise en récession forte

Le parti de Jean-Luc Mélenchon a connu un effondrement comparable à celui du PS auquel il entendait se substituer dans le paysage politique national. Aux présidentielles de 2017, le leader rassemblait 19,6% des suffrages en France et 148 322 voix en Alsace soit 14,6% des suffrages. À ces élections européennes de 2019, la liste France insoumise menée par Manon Aubry, a totalisé 1 428 386 voix soit 6,2% des suffrages au niveau national et 26 472 voix en Alsace soit 4,2% des suffrages en Alsace, en proportion égale dans le Bas-Rhin (4,3%) et le Haut-Rhin (4,2%). La carte dévoile une implantation très proche de celle du PS - Place publique et de la gauche en général aux diverses élections : deux espaces d'influence concentrée sur Strasbourg et les cantons les plus proches, Schiltigheim, Hoenheim, Lingolsheim et Illkirch-Grattenstaden, une pointe sur Colmar 1 et à un moindre degré sur Sélestat. La présence dans le Haut-Rhin est marquée dans les cantons 1 et 2 de l'ouest mulhousien ainsi qu'à un moindre niveau sur les cantons de Wittenheim et Cernay. Seule nuance dans cette géographie du vote, tendanciellement la même que celle des présidentielles de 2017 : les meilleurs résultats dans le canton 3 de Strasbourg, Cronembourg-Hautepierre (10,9% des suffrages), nettement plus populaire que le canton 1 de Strasbourg (6,4%) où le PS réussit le mieux avec 9,4% des suffrages.

En guise de conclusion

Au terme de ces dernières élections européennes, trois femmes politiques alsaciennes ont été élues au Parlement européen : Fabienne Keller pour LREM, Virginie Joron pour le RN et Anne Sander pour LR. Nul doute qu'elles auront à batailler pour la défense de Strasbourg dans le dispositif institutionnel européen, en sus de toutes les autres tâches qui les attendent. Les élections européennes de 2019 ont été des élections marquantes. Partout dans l'Union elles ont mobilisé l'opinion publique. Les tensions géopolitiques actuelles, le Brexit ou la montée des

populismes en particulier, ont dramatisé les enjeux européens. En France, ces élections de mi-mandat présidentiel ont confirmé la transformation profonde du paysage politique avec la survenue d'une nouvelle force politique centrale. Cette dernière a contribué à déstructurer la polarisation droite / gauche sur laquelle s'était construite la vie politique depuis le début de la V^e République. Elle lui a substitué une polarisation progressistes / nationalistes. En Alsace, le maillage serré des élus locaux de la droite républicaine s'est fragilisé comme celui de la gauche sur son fief strasbourgeois. La question est posée de savoir si la dynamique de transformation de la vie politique entamée avec les élections présidentielles et législatives de 2017 et confirmée par ces élections européennes du 26 mai 2019, se prolongera dans les prochains scrutins locaux et régionaux. L'Alsace s'est donnée un cadre nouveau d'existence à travers la Collectivité européenne d'Alsace. Il est possible que sa coloration soit plus complexe que ses initiateurs le conçoivent. On ne saurait oublier que le premier parti de cette élection à l'échelle européenne comme à l'échelle alsacienne reste le Rassemblement national.